

VILLE DE NIORT

ARRÊTÉ TEMPORAIRE N°24_AT_1257 PORTANT RÉGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

**RUE JEANNE D'ARC
SUR UNE CASE
DU 28/05/2024 AU 07/06/2024**

Le Maire de la Ville de Niort,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417-10 ;

Vu le Code Pénal et en particulier l'article R. 610-5 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

Vu le règlement de voirie communale en vigueur à la date du 26/06/2023 ;

Vu l'arrêté n°2022-142 en date du 13/07/2022 portant délégation de signature à Monsieur Dominique SIX ;

Vu la demande en date du 03/06/2024 émise par SARL MOREIRA ET FILS demeurant 220 Avenue Nantes 79000 NIORT représentée par SARL MOREIRA ET FILS aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation du stationnement ;

Vu l'arrêté n°24_AT_1152 en date du 22/05/2024, portant réglementation de la circulation, du 28/05/2024 au 04/06/2024, du 13 au 15 RUE JEANNE D'ARC et du 10 au 15 RUE JEANNE D'ARC ;

Considérant que la réalisation de travaux (Chantiers hors domaine public / Réfection de toiture) rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 28/05/2024 au 07/06/2024 RUE JEANNE D'ARC ;

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté n°24_AT_1152 en date du 22/05/2024, portant réglementation de la circulation du 13 au 15 RUE JEANNE D'ARC et du 10 au 15 RUE JEANNE D'ARC, est abrogé.

Article 2 - Mesures temporaires de circulation et de stationnement

À compter du 28/05/2024 et jusqu'au 07/06/2024, le stationnement des véhicules est interdit de 08 h 00 à 18 h 00 du 13 au 15 RUE JEANNE D'ARC et du 10 au 15 RUE JEANNE D'ARC sur une case matérialisée. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route.

Article 3 - Mise en place de la signalisation réglementaire

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, SARL MOREIRA ET FILS.

Stationnement interdit

Le demandeur, SARL MOREIRA ET FILS, est tenu de mettre en place, à ses frais et sous sa responsabilité, une signalisation temporaire destinée à avertir les usagers sur les modifications momentanées de stationnement, dans un délai minimum de 7 jours avant commencement des travaux. A cet effet, un panneau de type B8a1 « stationnement interdit » doit être installé devant chaque case neutralisée et/ou au droit de la zone d'intervention. La signalisation temporaire doit être enlevée dès lors que son utilité cesse.

Article 4 - Responsabilité

L'entreprise exécutant les travaux demeure responsable de tous accidents ou dommages susceptibles de se produire du fait des travaux et dont les causes pourraient lui être imputables.

Article 5 - Sanctions en cas d'infraction

Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 - Voie de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 7 - Exécution et publication du présent arrêté

Le Maire de la Ville de Niort est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur, sur place et en mairie.

Pour le Maire de Niort,
Le 1er Adjoint au Maire

Dominique SIX

DIFFUSION:

- SARL MOREIRA ET FILS

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.